



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 4 novembre 2015 — N° 123

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Félicitations à Bull's Head pour le 1^{er} prix des breuvages non alcoolisés des produits de l'Association des dépanneurs du Québec.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *Souligner la remise de la Médaille de l'Assemblée nationale à Mme Diane Duplin.*
- Le député d'Ungava sur le sujet suivant : *Mme Allison Coon-Come triomphe à nouveau.*
- Le député de Deux-Montagnes sur le sujet suivant : *Deux-Montagnes à la défense de l'achat local.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Saluer le Cercle de Fermières de Montréal-Nord.*
- Le député de Jonquière sur le sujet suivant : *Souligner le 10^e anniversaire du Challenger Banque Nationale de Saguenay.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire du Club d'auto-neige Le Sapin d'Or.*
- La députée de Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine nationale de la sécurité des aînés.*
- Le député de Mont-Royal sur le sujet suivant : *Souligner les 25 ans du Centre des aînés de Côte-des-Neiges.*
- Le député de Labelle sur le sujet suivant : *La Route verte, un moteur économique pour le Québec.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 3) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 57
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 juin 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **29 octobre 2015**

- 6) Projet de loi n° 59
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015
Reprise du débat, ajourné le **3 novembre 2015** au nom de la députée de Taschereau, sur la motion de scission du député de Jonquière. Cette motion se lit comme suit :

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement de l'Assemblée nationale, le projet de loi n° 59, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes, soit scindé en deux projets de loi : un premier intitulé « Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence », comprenant l'article 1 et l'article 43, et un deuxième intitulé « Loi apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes », comprenant les articles 2 à 43.

- 7) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**
- 8) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**
- 9) Projet de loi n° 66
Loi sur les activités funéraires
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **22 octobre 2015**
- 10) Projet de loi n° 67
Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique
Présenté par la ministre du Tourisme le **22 octobre 2015**
- 11) Projet de loi n° 68
Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial d'appel constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant l'article 4.1 de la Loi sur les produits alimentaires
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le **3 novembre 2015**
- 12) Projet de loi n° 73
Loi concernant principalement la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **3 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Étude détaillée en commission

13) Projet de loi n° 44

Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme

Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique le 5 mai 2015

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 15 septembre 2015

Principe adopté le **23 septembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

14) Projet de loi n° 51

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives

Présenté par la ministre de la Justice le 3 juin 2015

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015

Principe adopté le **29 septembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

15) Projet de loi n° 54

Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal

Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 5 juin 2015

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 7 octobre 2015

Principe adopté le **8 octobre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

16) Projet de loi n° 20

Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 28 novembre 2014

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 26 mars 2015

Principe adopté le 20 mai 2015

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **3 novembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

17) Projet de loi n° 190

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés

Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014

Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

18) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

19) Projet de loi n° 193

Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

20) Projet de loi n° 194

Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction

Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

- 21) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 22) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 23) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 24) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 25) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 26) Projet de loi n° 393
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs
Présenté par le député de Deux-Montagnes le 4 décembre 2014
Reprise du débat ajourné le **11 juin 2015**
- 27) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 28) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

- 29) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 30) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 31) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 32) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 33) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 34) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 35) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 36) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

Étude détaillée en commission

37) Projet de loi n° 492

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le 4 juin 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations)
déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

38) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

39) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

40) Projet de loi n° 210

Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec
Présenté par le député de Vanier-Les Rivières le **16 septembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

41) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 42)** Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 43)** 3 novembre 2015
Motion du député de Matane-Matapédia :

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement
que la nomination du commissaire à la lutte contre la corruption
soit approuvée par les deux tiers de ses membres.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par la leader de l'opposition officielle et députée de Taschereau en vertu des articles 315 à 321 du Règlement.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative de la Commission des libérations conditionnelles.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère du Conseil exécutif.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur l'indemnisation et la réadaptation des travailleurs ayant subi une lésion professionnelle.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur les contrats présentant des situations à risque au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
- Audition sur le chapitre 3 du commissaire au développement durable du printemps 2015 portant sur l'application de la loi à l'égard de la sécurité et de l'exploitation de barrages.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers de la Commission de la fonction publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 54**, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal (mandat confié le 8 octobre 2015).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Interpellation :

- De la députée de Mirabel au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur le sujet suivant : *Les enjeux et défis du secteur agricole au Québec* (avis donné le 29 octobre 2015).

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec (mandat confié le 16 septembre 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 67**, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique (mandat confié le 27 octobre 2015).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 51**, Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives (mandat confié le 29 septembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

Mandat d'initiative

- Étude du plan de restructuration annoncé par la directrice des poursuites criminelles et pénales.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme (mandat confié le 23 septembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 96) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

La phase 2 de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées devait être lancée en juin 2014, mais elle se fait toujours attendre. Une des mesures prévues dans la phase 1 de la Stratégie était le rehaussement du financement de la mesure Contrat d'intégration au travail (CIT – action 44), qui facilite l'embauche et le maintien d'une personne handicapée dans un milieu de travail standard et favorise l'égalité d'accès au marché du travail pour les personnes handicapées.

Rappelons que le programme 1 du MESS, duquel provient le financement de cette stratégie, a été amputé de plus de 17 M\$ en 2014-2015 et de 12,8 M\$ en 2015-2016. En réponse à une question posée le 16 septembre 2014, le ministre a été incapable de confirmer que les contrats d'intégration au travail feraient partie des mesures reconduites dans la phase 2 de la Stratégie. Il a également été incapable de préciser l'échéancier qu'il s'est fixé. Nous lui avons donc reposé la question le 26 février 2015. Le ministre nous a alors indiqué que l'échéancier de la phase 2 de la Stratégie était en révision. Dix-huit mois plus tard, nous attendons toujours des réponses.

Quel est l'échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie?

Peut-il confirmer que les CIT feront partie des mesures de la phase 2 de la Stratégie et qu'ils seront financés de manière à permettre à davantage de personnes d'en bénéficier?

97) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

Le 16 septembre 2014, nous avons questionné la ministre sur le rapport du Protecteur du citoyen portant sur la contribution financière au placement (publié en 2013). Nous lui avons notamment demandé de nous indiquer quel était l'échéancier qu'elle s'était fixé pour mettre en place l'ensemble de ces recommandations. En réponse à nos questions sur l'état d'avancement des travaux, le 6 octobre 2014, la ministre a reconnu le caractère inéquitable des dispositions réglementaires actuelles relativement à la contribution financière au placement d'enfants mineurs. Elle a mentionné son intention de revoir le Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5, r.1), ainsi que de mettre sur pied un groupe de travail pour préparer un plan d'action permettant de donner suite au rapport du Protecteur du citoyen.

Est-il toujours dans l'intention de la ministre de revoir ce règlement?

Si oui, quel est son échéancier?

À quel moment le nouveau règlement sera-t-il en vigueur?

Combien de rencontres a tenues le groupe de travail mis en place par la ministre?

Nous souhaitons obtenir copie du plan d'action élaboré par ce dernier.

Lors d'une relance de notre part le 26 février 2015 quant à l'avancement de ces travaux, la ministre nous a indiqué, le 2 avril suivant, que :

« La mise en œuvre des recommandations du Protecteur du citoyen pourrait également nécessiter des modifications à des lois notamment pour permettre d'accéder aux données fiscales des parents dont une contribution est exigée. Comme il s'agit d'une loi qui ne relève pas du MSSS, des consultations avec d'autres ministères pourraient être requises.

Le Protecteur du citoyen souhaite être informé à nouveau de l'état d'avancement des travaux le 16 octobre 2015. Ainsi, le MSSS verra à transmettre un tableau de suivi mis à jour et à planifier une nouvelle rencontre. »

De telles consultations avec d'autres ministères ont-elles eu lieu?
Si oui, avec quel(s) ministère(s)?
Qu'en est-il ressorti?
Quel est l'échéancier du gouvernement quant à la modification d'autres lois?
Nous souhaitons obtenir copie du tableau de suivi préparé à la demande du
Protecteur du citoyen et mis à jour.

La ministre a également indiqué que :

« L'ensemble des travaux définissant les orientations permettant de donner suite aux recommandations du Protecteur du citoyen seraient complétés au cours de l'été 2015. Le gouvernement proposera par la suite des modifications législatives et réglementaires nécessaires. »

Ces travaux sont-ils terminés, tel que cela était prévu?

Quand seront présentés aux membres de l'Assemblée nationale les changements législatifs et réglementaires requis?

Le Règlement date d'il y a 30 ans. Quand les parents concernés verront-ils enfin le nouveau règlement?

98) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

En décembre 2014, la ministre rendait public un rapport intitulé Les activités socioprofessionnelles et communautaires : État de la situation et actions convenues pour l'amélioration des services. Ce rapport dressait un portrait des différents services offerts aux personnes ayant une déficience intellectuelle, un trouble du spectre de l'autisme (TSA) ou une déficience physique à la fin de leur scolarisation, et soulevait des enjeux préoccupants au regard de leur intégration sociale et professionnelle. Le rapport présentait les 14 actions suivantes afin d'améliorer la situation de ces jeunes de 21 ans et plus :

« 1. Mettre en place un comité interministériel. Ce comité est composé du MSSS, du MELs et du MESS, auxquels se joindront au besoin le MTQ et le MF. Il sera coordonné par le MSSS. Il a comme mandat de soutenir le développement et la consolidation d'une vision commune entre les ministères, d'assurer le suivi des travaux, de convenir de la manière dont seront traitées les autres préoccupations soulevées, de discuter des difficultés qui pourraient survenir dans le cadre des travaux et de veiller à l'évaluation des interventions en vue de développer l'expertise et d'ajuster les pratiques au besoin.

2. Soutenir le développement d'une vision commune, en rédigeant un document qui décrit et explique les trajectoires possibles selon les projets de vie des personnes afin de présenter cette compréhension aux différents réseaux.

3. Diffuser le document sur les trajectoires dans chacun des réseaux.

4. Concevoir un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la vie active en se donnant une vision commune, en s'appuyant sur les principes directeurs favorisant une transition de qualité, en s'assurant de l'engagement de tous les acteurs, en déterminant les rôles et les responsabilités de chacun et en soutenant, le cas échéant, le développement d'un outil commun.

4.1 Diffuser le guide au sein des différents réseaux.

4.2 Déterminer les modalités de suivi de la mise en œuvre de la démarche de la transition de l'école vers la vie active.

5. Prendre des mesures afin d'éviter que des jeunes ayant une déficience dont la scolarisation se termine en juin 2015 ne se retrouvent sans un réseau de soutien, particulièrement ceux demandant un encadrement quotidien.

5.1 Convenir des modalités de transmission de l'information et les communiquer aux réseaux de l'éducation et à celui de la santé et des services sociaux.

5.2 Référer régionalement ou localement les élèves demandant un encadrement quotidien.

6. Préciser les orientations et clarifier les rôles et responsabilités à l'égard des activités de jour.

6.1 Déterminer les lignes directrices devant encadrer l'offre de service concernant les activités de jour au sein du réseau de la santé et des services sociaux.

6.2 Élaborer un cadre régional d'organisation des services d'activités de jour.

6.3 Établir un plan de mise en œuvre de la nouvelle organisation des services, en évitant les ruptures de services.

6.4 Établir les mécanismes de suivi et de reddition de compte aux différents paliers de gestion.

7. Examiner les besoins en matière de conciliation travail-famille des familles qui doivent composer avec la présence d'un adulte handicapé n'ayant pas l'autonomie nécessaire pour demeurer seul à la maison.

8. Dans le contexte de renouvellement du programme d'études Intégration sociale à la formation générale des adultes, expérimenter et documenter une approche partenariale d'engagement entre les organismes du réseau du MELs, du MESS et du MSSS, pour soutenir la réalisation du projet de vie de l'adulte et sa participation sociale.

9. Promouvoir auprès des ministères partenaires les services d'éducation populaire inscrits au régime pédagogique de la formation des adultes.

10. Dans le cadre de la nouvelle Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique, renforcer le soutien aux organisations offrant des services adaptés aux personnes handicapées et soutenir les actions concertées qui favorisent l'adoption et le maintien d'un mode de vie physiquement actif auprès de ces personnes.

11. Élaborer et mettre en œuvre un cadre de référence national MESS-MSSS orientant la conclusion d'ententes de services locales et régionales entre les établissements et organismes des deux réseaux. Ce cadre permettra de clarifier l'offre de service du MESS et du MSSS, de préciser les rôles et responsabilités des établissements et organismes impliqués dans les deux réseaux en matière d'accueil, d'évaluation, de référence d'un réseau à l'autre, de suivi, d'accompagnement et d'interventions conjointes auprès des personnes ayant une déficience.

12. Soutenir l'amélioration des services de transport, notamment en milieu rural, par une meilleure coordination des services à l'échelle de la région et la mise en place d'interconnexions entre les services contigus.

13. Améliorer l'accès aux activités de jour au sein du réseau de la santé et des services sociaux et en assurer le suivi.

14. Poursuivre l'amélioration de l'arrimage des services et mesures du MSSS et du MESS dans le cadre et à la suite des travaux qui seront effectués. »

Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre de chacune de ces recommandations?

Quel échéancier se donne la ministre pour compléter l'application de chacune?

Combien de rencontres du comité interministériel ont eu lieu depuis sa mise sur pied?

Quelles sommes ont été octroyées afin de mettre en œuvre ces recommandations?

99) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

Nous avons récemment interpellé le gouvernement à propos de cas d'élèves à besoins particuliers qui se retrouvent sans services à l'école. Une entente de complémentarité existe entre le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé mais, dans les faits, elle n'est que très peu appliquée par manque de ressources et parce que plusieurs intervenants ignorent jusqu'à son existence.

Il est néanmoins nécessaire et urgent qu'on applique véritablement l'entente de complémentarité entre les deux ministères afin de soutenir adéquatement nos enfants en difficulté, et que ces derniers puissent recevoir, au moment opportun, les services que requiert leur situation.

Pour chacune des régions, dans combien de cas l'entente MELS-MSSS a-t-elle été appliquée au cours des cinq dernières années?

Combien de plans d'intervention et de plans de services individualisés et intersectoriels ont été élaborés au cours de la dernière année? Au cours des cinq années précédentes?

Quel est le taux de respect et d'application de ces plans?

Combien de rencontres ont eu lieu pour chacune des tables régionales MELS-MSSS, qui ont pour mandat de coordonner les rôles et les responsabilités de chacun, au cours de la dernière année?

100) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **27 octobre 2015**

À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous souhaitons obtenir une copie des documents suivants concernant chacune de ces missions:

- mission du premier ministre à New York en juin 2015
- mission du premier ministre à Terre-Neuve en juillet 2015
- mission du premier ministre à Terre-Neuve en août 2015
- mission du premier ministre à New York en septembre 2015
- mission du premier ministre au Mexique en octobre 2015
- mission du premier ministre en Islande en octobre 2015
- mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à Paris et en Arménie, en octobre 2015
- mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à Paris, les 8 et 9 octobre

- mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à Chicago, du 28 au 30 septembre 2015
 - mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie en Belgique et en Allemagne, du 17 au 21 septembre 2015
 - mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie en Europe (Barcelone, Paris, Rome) du 20 au 27 juin 2015
 - mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations en Chine, du 21 au 29 septembre 2015
 - mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations à Atlanta en octobre 2015
 - mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations au Mexique et en Colombie, du 10 au 17 octobre 2015
 - mission du ministre de l'Agriculture à Atlanta en octobre 2015
 - mission du ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime aux Pays-Bas, en Belgique et en France, du 20 au 25 septembre 2015
 - mission du député de Laval-des-Rapides et adjoint parlementaire du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations en Colombie en octobre 2015
1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre, la ou le ministre ou l'adjoint parlementaire;
 2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
 3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre, la ou le ministre ou l'adjoint parlementaire;
 4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
 5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre, la ou le ministre ou l'adjoint parlementaire, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet du premier ministre, de la ou du ministre ou de l'adjoint parlementaire ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

101) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **27 octobre 2015**
Au premier ministre

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation du premier ministre à chacune de ces missions : à New York en juin 2015, à Terre-Neuve en juillet 2015, une seconde mission à Terre-Neuve en août 2015, une autre mission à New York en septembre 2015, au Mexique en octobre 2015 et en Islande en octobre 2015:

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

102) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **27 octobre 2015**

Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Concernant la mission du ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime aux Pays-Bas, en Belgique et en France, du 20 au 25 septembre 2015, nous souhaitons obtenir une copie de chacun des documents suivants :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Transports;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

103) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **27 octobre 2015**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Concernant la mission du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à Atlanta, en octobre 2015, nous souhaitons obtenir une copie de chacun des documents suivants :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

104) **Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – 27 octobre 2015**
 Au ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

Pour chacune des missions énumérées ci-dessous, nous souhaiterions obtenir une copie de tous les documents listés plus bas :

- mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations en Chine, du 21 au 29 septembre 2015
 - mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations à Atlanta, en octobre 2015
 - mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations au Mexique et en Colombie, du 10 au 17 octobre 2015
 - mission du député de Laval-des-Rapides et adjoint parlementaire du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations en Colombie, en octobre 2015
1. La liste des personnes accompagnant le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations ou son adjoint parlementaire;

2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre ou son adjoint parlementaire;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre ou son adjoint parlementaire, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ou de son adjoint parlementaire ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

105) **Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – 28 octobre 2015**
 Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Dans une capsule datant de janvier 2015, le Protecteur du citoyen mentionne que : « [s]i un ministère ou un organisme vous avise qu'il refuse votre demande – service, indemnité, subvention, aide financière –, exigez qu'il vous fournisse l'information juste par écrit, pour vous permettre, le cas échéant, de faire respecter votre bon droit ».

Nous demandons au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale de nous dire pourquoi les chefs d'équipe qui procèdent à des réexamens administratifs ne rendent pas leurs décisions par écrit au demandeur.

106) **M. Bonnardel (Granby) – 29 octobre 2015**
 Au ministre des Finances

Le 21 octobre dernier, le ministère des Finances répondait à une demande d'accès à l'information formulée par le deuxième groupe d'opposition concernant le congé fiscal pour grands projets d'investissements (C2i).

Plus spécifiquement, des informations étaient demandées relativement au nombre de projets et la valeur de l'investissement qu'ils représentent, de même que la valeur du congé fiscal par projet, et ce, par année et par industrie. De plus, nous demandions des informations concernant les justifications du refus pour les projets ne s'étant pas qualifiés.

Le ministère des Finances a répondu que le nombre de demandes ou d'obtentions d'une attestation au C2i ne pouvait être divulgué ni par année, ni par industrie et par région, prétextant qu'en raison du nombre peu élevé de projets concernés, cela permettrait d'identifier des projets et de révéler ce qu'il considère comme un « un secret fiscal rattaché aux promoteurs. »

Concernant les projets non-qualifiés, le ministère nous assure que le motif du refus découle de l'incapacité du projet d'investissement à satisfaire l'un des critères d'admissibilité, mais refuse de nous communiquer cette information, prétextant qu'elle est « confidentielle puisqu'elle est rattachée à des renseignements de nature financière et fiscale appartenant aux promoteurs des projets. »

Le ministère refuse également de nous indiquer la valeur des projets retenus car selon lui, ces informations de nature financière et fiscale permettraient d'estimer la valeur du congé fiscal.

Le ministre des Finances est-il d'accord avec l'application très restrictive des dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics que fait son ministère et avec ce refus de nous donner accès aux informations demandées?

Juge-t-il que cette façon de faire sert bien l'intérêt public et trouve-t-il normal que la population ne puisse même pas savoir quelle est la liste des projets ayant bénéficié du congé fiscal C2i, leur valeur et leur répartition par année, par industrie et par région, alors que beaucoup de fonds publics sont en jeu?

Enfin, peut-il reconnaître la légitimité et la pertinence de notre demande et nous donner accès aux informations demandées, à savoir depuis 2012, par industrie et par année :

- le nombre et la valeur des projets ayant fait la demande de congé fiscal;
- le nombre et la valeur des projets ayant obtenu le congé fiscal;
- les justifications du refus des projets ne s'étant pas qualifiés;
- la valeur des congés fiscaux octroyés, par projet et au total.

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 3 novembre 2015
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention –
député de Beauce-Nord.

Projets de loi d'intérêt privé

Interpellations

- b) 28 octobre 2015
Interpellation de la députée de Gouin au ministre de l'Éducation, de
l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur le sujet suivant :
L'éducation, une priorité absolue au Québec où tous les enfants doivent être
éduqués dans des conditions permettant leur plein développement.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS